



**Berne-Wabern, 31 juillet 2014**

---

## **Focus Sri Lanka**

### Les personnes déplacées internes

---

### **Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen**

Der vorliegende Bericht wurde von der Länderanalyse des Bundesamtes für Migration (BFM) gemäss den gemeinsamen EU-Leitlinien für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer erstellt ([http://www.bfm.admin.ch/bfm/de/home/themen/migration\\_analysen/herkunftslaenderinformationen-.html](http://www.bfm.admin.ch/bfm/de/home/themen/migration_analysen/herkunftslaenderinformationen-.html)). Er wurde auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen zusammengestellt. Alle zur Verfügung stehenden Informationen wurden mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Dokument keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln.

### **Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation**

Ce rapport a été rédigé par l'Analyse sur les pays de l'Office Fédéral des Migrations (ODM) dans le respect des Lignes directrices de l'UE en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine ([http://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/themen/migration\\_analysen/herkunftslaender-informationen.html](http://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/themen/migration_analysen/herkunftslaender-informationen.html)). Ce document a été élaboré sur la base de sources d'informations soigneusement sélectionnées. Toutes les informations fournies ont été recherchées, évaluées et traitées avec la plus grande vigilance. Toutes les sources utilisées sont référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Si un événement, une personne ou une organisation déterminé(e) n'est pas mentionné(e) dans le rapport, cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. A noter que ce document a été produit de manière indépendante et ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse.

### **Reservation on information, its use, and on sources**

This report, written by Country Analysis of the Federal Office for Migration, is in line with the EU-Guidelines for processing Country of Origin Information ([http://www.bfm.admin.ch/bfm/en/home/themen/migration\\_analysen/-herkunftslaenderinformationen.html](http://www.bfm.admin.ch/bfm/en/home/themen/migration_analysen/-herkunftslaenderinformationen.html)). The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law.

**Fragen/Kommentare, questions/commentaires, questions/comments:**

[coi@bfm.admin.ch](mailto:coi@bfm.admin.ch)

## Table des matières

Synthèse.....	4
Main findings.....	5
1. Sources .....	6
2. Différentes catégories de personnes déplacées internes .....	6
2.1. Les personnes déplacées internes suite à des catastrophes naturelles.....	6
2.2. Les anciennes personnes déplacées internes ( <i>Old IDPs</i> ).....	8
2.3. Les nouvelles personnes déplacées internes ( <i>New IDPs</i> ) .....	8
3. Personnes déplacées internes - février 2014 .....	10
4. Conditions de vie des personnes retournées chez elles, de celles qui se sont réinstallées ailleurs ou intégrées localement.....	11

## Sujet

Dans le présent document, les questions suivantes seront traitées :

- Depuis quand le Sri Lanka est-il touché par des déplacements internes ?
- Quelle était la situation des personnes déplacées internes à la fin de la guerre en mai 2009 ?
- Quelle est la situation actuelle des personnes déplacées internes ?
- Quelles sont les conditions de vie actuelles des personnes retournées chez elles, de celles qui se sont réinstallées ailleurs ou intégrées localement ?

## Synthèse

Le phénomène du déplacement interne n'est pas nouveau au Sri Lanka. Dans le contexte sri lankais, on différencie généralement les personnes déplacées internes en raison du conflit armé des personnes déplacées internes suite à des catastrophes naturelles. En effet, le phénomène de déplacement interne n'a pas été uniquement induit par le conflit armé, mais aussi par une succession de catastrophes naturelles, dont le tsunami qui a eu lieu le 26 décembre 2004.

Entre 2008 et 2012, le Sri Lanka figurait parmi les 15 pays les plus touchés par les déplacements causés par des catastrophes naturelles en termes de chiffres absolus, et était classé en cinquième position par rapport à la taille de sa population.

Au sein de la catégorie de déplacés internes à cause du conflit, on distingue généralement deux types de déplacés : les personnes déplacées par le conflit avant avril 2008 sont appelées « anciens déplacés internes » (*old IDPs*), tandis que les personnes déplacées par le conflit après avril 2008 (début de la dernière offensive militaire gouvernementale) sont qualifiées de « nouveaux déplacés internes » (*new IDPs*). Parmi les « anciens déplacés internes », nous pouvons citer ici les Tamouls travaillant dans les plantations (« *Up-Country Tamils* ») qui ont fui les violences communautaires qui se sont déroulées à l'intérieur de l'île dans les années 70 et 80, ainsi que la population musulmane vivant dans les districts de Jaffna, Kilinochchi, Mullaitivu, Mannar et Vavuniya expulsée par les LTTE en 1990.

Entre avril 2008 et juin 2009, lors de la dernière offensive du gouvernement, plus de 280 000 civils ont fui les zones contrôlées par les LTTE. Ces personnes (*new IDPs*) ont été internées dans des camps fermés gérés par l'armée à Vavuniya, Mannar, Jaffna et Trincomalee. Le plus grand de ces camps, Menik Farm, se situait dans le district de Vavuniya et avait une superficie d'environ 809 hectares. En août 2009, on estimait que plus de 220 000 personnes séjournaient dans les six zones de ce camp.

Selon les chiffres officiels du gouvernement, publiés sur le site du Ministère de la réinstallation, il resterait 23 568 personnes déplacées internes au 31 décembre 2013, dont 19 756 dans le district de Jaffna, 1 140 dans le district de Kilinochchi et 2 663 dans le district de Trincomalee. Cependant, ces chiffres sont contestés. A titre illustratif, en février 2014, l'Observatoire des Situations de Déplacement Interne (*Internal Displacement Monitoring Centre*, IDMC) estimait que le nombre de déplacés internes au Sri Lanka s'élevait à 90 000 personnes.

Les conditions de vie actuelles des personnes retournées chez elles, de celles qui se sont réinstallées ailleurs ou intégrées localement restent précaires.

## *Main findings*

*Internal displacement is not a new phenomenon in Sri Lanka. In the Sri Lankan context, a distinction is generally made between persons who are internally displaced due to armed conflict and those internally displaced due to natural disasters. Indeed, armed conflict is not the sole cause of internal displacement in Sri Lanka. A series of natural disasters, including the tsunami on 26 December 2004, also forced sections of the Sri Lankan population to flee their homes.*

*Between 2008 and 2012, Sri Lanka was one of 15 countries that were most affected by internal displacements induced by natural disasters in terms of absolute numbers, and ranked fifth relative to its population size.*

*The first category of internally displaced persons, i.e. those displaced due to conflict, is generally divided into two types. The first are persons displaced internally by conflict prior to 2008, or “old IDPs”. These include Tamil plantation workers (“Up-Country Tamils”) who fled the sectarian violence that broke out in the interior of the island in the seventies and eighties, as well as Muslim communities living in the districts of Jaffna, Kilinochchi, Mullaitivu, Mannar and Vavuniya, who were driven out by the LTTE in 1990.*

*Between April 2008 and June 2009, during the last government offensive, more than 280,000 civilians fled LTTE-controlled areas. These individuals (“new IDPs”) were placed in closed army-managed camps in Vavuniya, Mannar, Jaffna and Trincomalee. The largest camp, Menik Farm, in the Vavuniya district, occupied some 809 hectares. In August 2009 it was estimated that over 220,000 people were living in the six zones of the camp.*

*According to official government statistics published on the website of the Ministry of Resettlement, Sri Lanka had 23,568 IDPs on 31 December 2013, of whom 19,756 were living in the district of Jaffna, 1,140 in the district of Kilinochchi and 2,663 in the district of Trincomalee. However, these figures have been challenged. For example, in February 2014 the Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC) estimated that there were as many as 90,000 IDPs in Sri Lanka.*

*The living conditions of those who have returned home, have resettled elsewhere or have integrated locally remain precarious.*

## 1. Sources

Le présent Focus a été principalement élaboré sur la base d'informations accessibles au public et recueillies au travers de recherches Internet ou auprès de notre réseau de contacts. Les données contenues dans ce rapport sont essentiellement issues de documents onusiens, de rapports académiques, d'articles de presse, de statistiques publiées par le gouvernement du Sri Lanka ainsi que de rapports rédigés par des organisations non-gouvernementales nationales et internationales ou des agences donatrices. Ces informations ont ensuite été vérifiées et de nouvelles informations recueillies lors d'interviews avec des représentants d'ONGs nationales et internationales, des membres de la société civile, des représentants d'organisations internationales ainsi que des représentants du gouvernement sri lankais. Ces entretiens ont été menés entre le 10 et le 20 décembre 2013 à Jaffna, Kilinochchi, Mullaitivu, Trincomalee, Vavuniya et Colombo. Etant donné le contexte actuel, l'identité des interlocuteurs rencontrés au cours de notre mission ne peut être dévoilée, ceci afin de garantir leur sécurité. Compte tenu du caractère très vaste du sujet de ce Focus ainsi que du très grand nombre de sources à disposition, les informations fournies ne prétendent pas être exhaustives.

## 2. Différentes catégories de personnes déplacées internes

Le phénomène du déplacement interne n'est pas nouveau au Sri Lanka. Dans le contexte sri lankais, on différencie généralement les personnes déplacées internes en raison du conflit armé des personnes déplacées internes suite à des catastrophes naturelles. En effet, le phénomène de déplacement interne n'a pas été uniquement induit par le conflit armé, mais aussi par une succession de catastrophes naturelles, dont le tsunami qui a eu lieu le 26 décembre 2004.

Au sein des personnes déplacées à cause du conflit, on distingue généralement deux types de déplacés. Les personnes déplacées par le conflit avant avril 2008 sont appelées « anciens déplacés internes » (*old IDPs*), tandis que les personnes déplacées par le conflit après avril 2008 (début de la dernière offensive militaire gouvernementale) sont qualifiées de « nouveaux déplacés internes » (*new IDPs*).

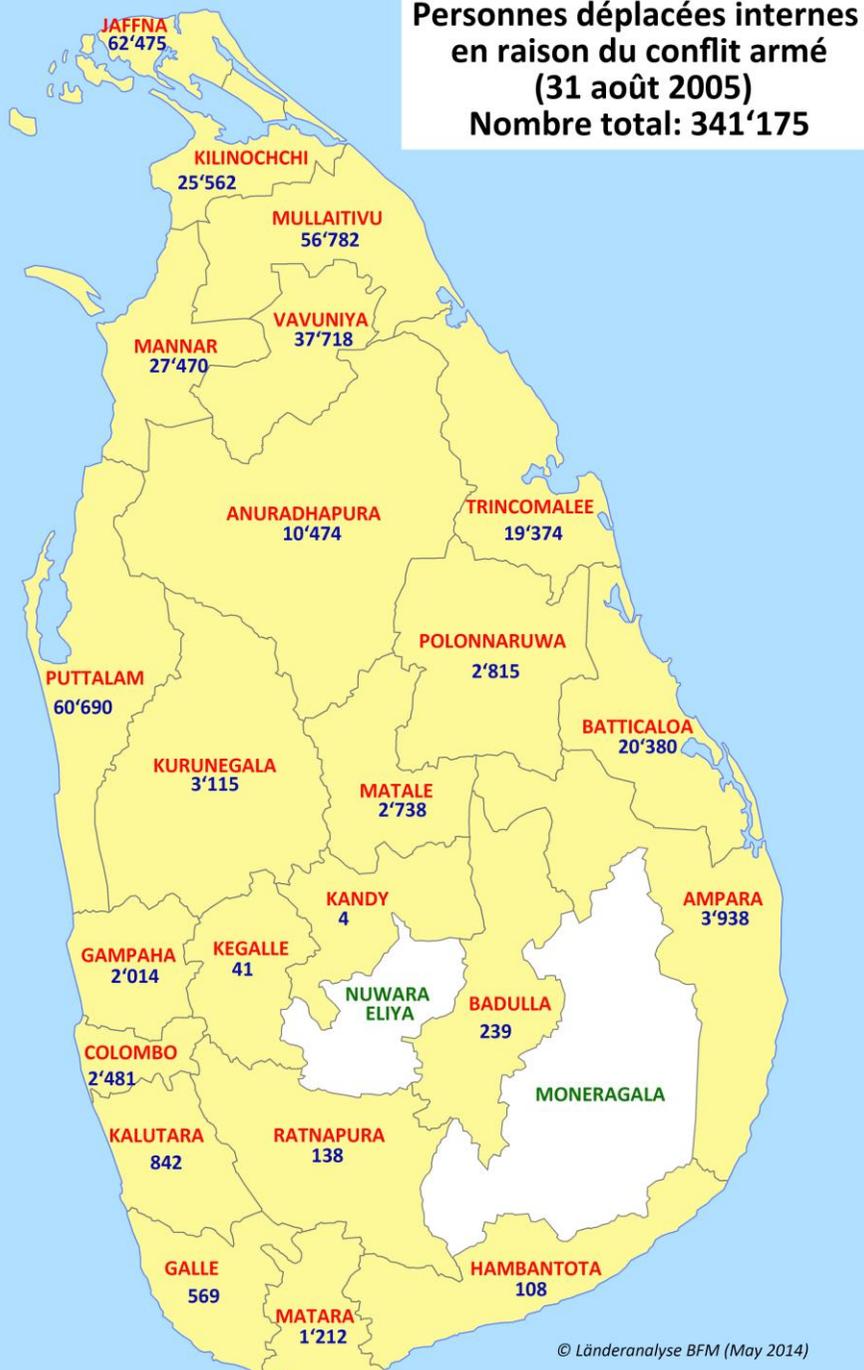
### 2.1. Les personnes déplacées internes suite à des catastrophes naturelles

En 2005, alors que le cessez-le-feu prévalait au Sri Lanka depuis 2002, le HCR estimait que le nombre de personnes déplacées internes par le conflit armé (341 175) était inférieur à celui correspondant aux personnes déplacées par le tsunami (457 576) (voir cartes ci-dessous).<sup>1</sup>

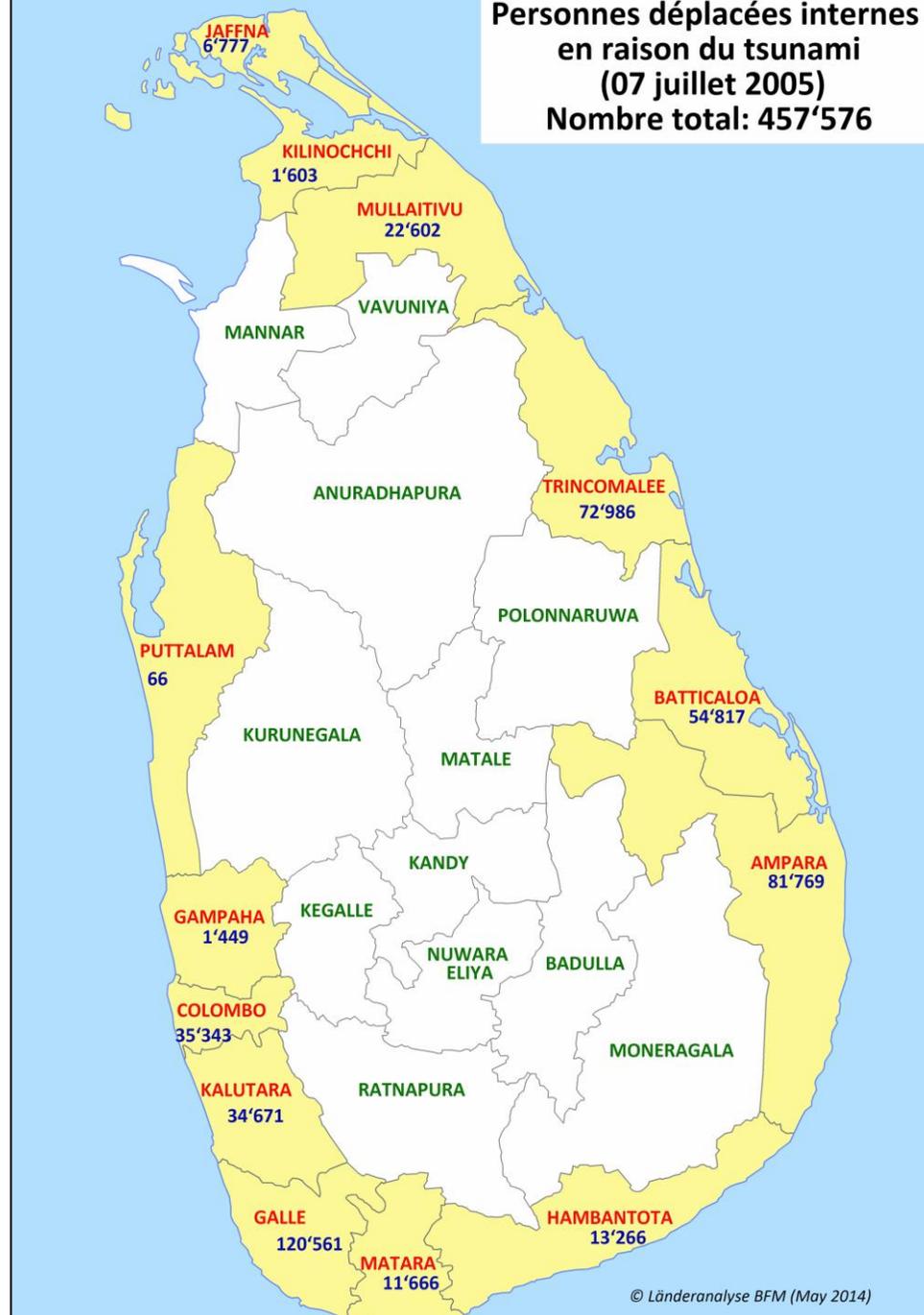
Selon l'Observatoire des Situations de Déplacement Interne (*Internal Displacement Monitoring Centre* (IDMC)), entre 2008 et 2012, le Sri Lanka figurait parmi les 15 pays les plus touchés par les déplacements causés par des catastrophes naturelles en termes de chiffres absolus, et était classé en cinquième position par rapport à la taille de sa population. Les catastrophes naturelles ont conduit au déplacement d'environ 129 000 personnes en 2012. Les provinces du Nord et de l'Est du pays, qui ont subi les pires ravages du conflit, font également partie des zones les plus touchées par les catastrophes naturelles.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> UNHCR, *Sri Lanka: Displaced population by district*, 1 December 2005, [http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/8B187221491A7864852570DF007077E4-unhcr\\_IDP\\_lka011205.pdf](http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/8B187221491A7864852570DF007077E4-unhcr_IDP_lka011205.pdf) (28.07.2014).

<sup>2</sup> Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Almost five years of peace but tens of thousands of war-displaced still without solution*, 4 February 2014, <http://www.refworld.org/docid/52f0e9464.html> (28.07.2014).



Source: UNHCR, Sri Lanka: Displaced population by district, 1 December 2005,  
[http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/8B187221491A7864852570DF007077E4-unhcr\\_IDP\\_lka011205.pdf](http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/8B187221491A7864852570DF007077E4-unhcr_IDP_lka011205.pdf)



Source: UNHCR, Sri Lanka: Displaced population by district, 1 December 2005,  
[http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/8B187221491A7864852570DF007077E4-unhcr\\_IDP\\_lka011205.pdf](http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/8B187221491A7864852570DF007077E4-unhcr_IDP_lka011205.pdf)

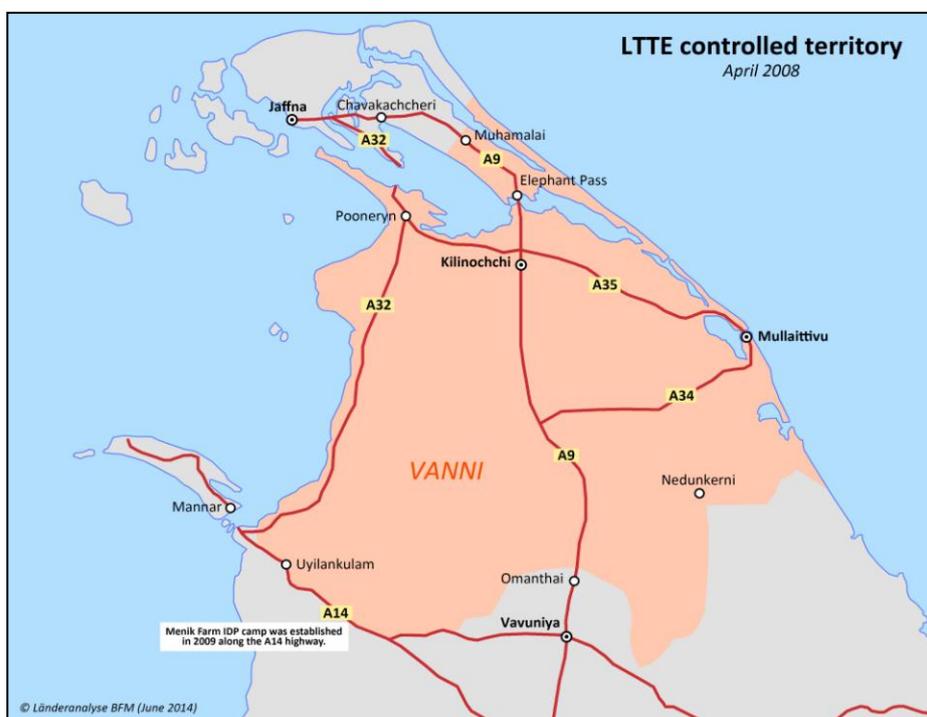
## 2.2. Les anciennes personnes déplacées internes (*Old IDPs*)

Comme déjà mentionné ci-dessus, les personnes déplacées en raison du conflit armé entre 1983 et avril 2008 sont qualifiées d'« anciens déplacés internes ». En décembre 2012, le HCR estimait le nombre d'anciens déplacés internes dans le pays à 75 898.<sup>3</sup>

Le profil de ces personnes diffère selon leur lieu d'origine. A titre illustratif, nous pouvons mentionner ici le cas des Tamouls travaillant dans les plantations (« *Up-Country Tamils* ») qui ont fui les violences communautaires qui se sont déroulées à l'intérieur de l'île pour se réfugier dans le Nord du Sri Lanka à la fin des années 1970 et au début des années 1980.<sup>4</sup> Un autre exemple est celui de la population musulmane (soit environ 75 000 personnes) vivant dans les districts de Jaffna, Kilinochchi, Mullaitivu, Mannar et Vavuniya<sup>5</sup> qui, en 1990, a été expulsée par les LTTE. Lorsque la population musulmane a pu rentrer chez elle fin 2009, après plus de 20 ans en déplacement, ils étaient environ 86 000 personnes. Ces groupes ont généralement connu plusieurs déplacements au cours des dernières décennies.

## 2.3. Les nouvelles personnes déplacées internes (*New IDPs*)

Entre le début de l'offensive militaire gouvernementale en avril 2008 et la fin de la guerre en mai 2009, le gouvernement a progressivement repris la maîtrise de la totalité du territoire contrôlé par les LTTE (en rouge sur la carte). Au cours de cette période, plus de 280 000 personnes ont fui cette partie du pays.<sup>6</sup> Au cours de cette offensive, les autorités ont mis en place une procédure de filtrage ayant pour but de séparer les anciens membres des LTTE des civils déplacés par le conflit armé. La procédure de filtrage comprenait plusieurs étapes et avait pour but de décider quelles personnes devaient être gardées dans les camps de déplacés internes et lesquelles devaient être emmenées dans des camps de réhabilitation. Un premier filtrage a eu lieu à chaque vague de redditions, lorsque l'armée reprenait progressivement la maîtrise du territoire anciennement contrôlé par les LTTE.<sup>7</sup>



<sup>3</sup> CPA, *Protracted Displacement, Urgent Solutions: Prospects for Durable Solutions for Protracted IDPs in Sri Lanka*, September 2013, <http://www.cpalanka.org/wp-content/uploads/2013/09/Protracted-Displacement-Urgent-Solutions-Prospects-for-Durable-Solutions-for-Protracted-IDPs-in-Sri-Lanka.pdf> (28.07.2014).

<sup>4</sup> CPA, *Protracted Displacement, Urgent Solutions: Prospects for Durable Solutions for Protracted IDPs in Sri Lanka*, September 2013, <http://www.cpalanka.org/wp-content/uploads/2013/09/Protracted-Displacement-Urgent-Solutions-Prospects-for-Durable-Solutions-for-Protracted-IDPs-in-Sri-Lanka.pdf> (28.07.2014).

<sup>5</sup> Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Almost five years of peace but tens of thousands of war-displaced still without solution*, 4 February 2014, <http://www.refworld.org/docid/52f0e9464.html> (28.07.2014).

<sup>6</sup> Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Sri Lanka: a hidden displacement crisis*, 31 October 2012, <http://www.internal-displacement.org/south-and-south-east-asia/sri-lanka/2012/a-hidden-displacement-crisis> (05.05.2014);

UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UN OCHA), *Sri Lanka – Vanni emergency: Situation report #20*, 5 June 2009, [http://www.sri-lanka-war-casualties-estimate.com/wp-content/uploads/2012/01/full\\_report20.pdf](http://www.sri-lanka-war-casualties-estimate.com/wp-content/uploads/2012/01/full_report20.pdf) (03.05.2014).

<sup>7</sup> United Nations, *Report of the Secretary-General's Internal Review Panel on UN actions in Sri Lanka*, November 2012,

Cette procédure a continué aux points de sortie du territoire contrôlé par les LTTE, tels qu'Omanthai, puis dans les camps de personnes déplacées internes gérés par l'armée et situés dans les districts de Vavuniya, Mannar, Jaffna et Trincomalee.<sup>8</sup> Ces camps étaient entourés de clôtures barbelées et surveillés par l'armée gouvernementale. Les personnes y séjournant n'étaient pas autorisées à les quitter. Le gouvernement sri lankais a affirmé que cette mesure était nécessaire afin de pouvoir mettre en œuvre efficacement sa procédure de filtrage. C'est dans les derniers mois de la guerre que la majorité des personnes sont arrivées dans ces camps. On estime, en effet, qu'entre avril et mai 2009, plus de 200 000 personnes sont arrivées dans ces camps.<sup>9</sup>

Le plus grand de ces camps, Menik Farm, se situait dans le district de Vavuniya et longeait l'autoroute A14 allant de Medavachchiya à Mannar sur sept kilomètres. Ce camp est un des plus grand camps de déplacés internes jamais créés dans le monde. Selon les informations fournies par le HCR, il s'étendait, en effet, sur 700 hectares (sept kilomètres carrés). En août 2009, on estimait que plus de 220 000 personnes séjournaient dans les six zones de ce camp. Un Comité national de coordination dirigé par le ministre de la réinstallation a été créé pour gérer le camp.<sup>10</sup> Comme mentionné ci-dessus, Menik Farm n'était pas un camp ouvert, mais entouré de barbelés et surveillé par les autorités sri lankaises. Les personnes déplacées internes ne pouvaient en sortir sans l'autorisation des autorités. Malgré cela, un certain nombre de personnes ont réussi à s'en échapper. Les estimations du nombre de personnes qui ont réussi à s'échapper des camps de déplacés internes varient fortement (allant de 1000 pour certains à 50 000 pour d'autres).<sup>11</sup> La dernière zone de Menik Farm a été fermée fin septembre 2012.<sup>12</sup>

La procédure de filtrage a été mise en œuvre par l'armée, la « *Terrorist Investigation Division* » (TID) et la « *Criminal Investigation Division* » (CID). Elle a été largement critiquée par un grand nombre d'ONG ainsi que par les Nations Unies, en particulier pour le manque de transparence sur les critères et modalités de ce filtrage ainsi que pour le fait que le CICR et les Nations Unies n'ont pas été autorisés à observer ce processus.<sup>13</sup>

---

[http://www.un.org/News/dh/infocus/Sri\\_Lanka/The\\_Internal\\_Review\\_Panel\\_report\\_on\\_Sri\\_Lanka.pdf](http://www.un.org/News/dh/infocus/Sri_Lanka/The_Internal_Review_Panel_report_on_Sri_Lanka.pdf) (03.05.2014).

<sup>8</sup> Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Sri Lanka: a hidden displacement crisis*, 31 October 2012, <http://www.internal-displacement.org/south-and-south-east-asia/sri-lanka/2012/a-hidden-displacement-crisis> (05.05.2014).

<sup>9</sup> International Commission of Jurists, *Beyond lawful constraints: Sri Lanka's mass detention of LTTE suspects*, September 2010, [http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/28738E40D73D48AB492577AF000B5BD6-Full\\_Report.pdf](http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/28738E40D73D48AB492577AF000B5BD6-Full_Report.pdf) (03.05.2014);

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Sri Lanka: Continuing humanitarian concerns and obstacles to durable solutions for recent and longer-term IDPs*, 10 November 2009, <http://www.refworld.org/docid/4afa784b2.html> (03.05.2014);

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Sri Lanka: a hidden displacement crisis*, 31 October 2012, <http://www.internal-displacement.org/south-and-south-east-asia/sri-lanka/2012/a-hidden-displacement-crisis> (05.05.2014).

<sup>10</sup> Presidential Task Force for Resettlement, Development and Security in the Northern Province, *Sri Lanka's Humanitarian Effort*, 2011, [http://www.defence.lk/news/pdf/20110829\\_SRILANKAS\\_HE.pdf](http://www.defence.lk/news/pdf/20110829_SRILANKAS_HE.pdf) (28.07.2014).

UN High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Sri Lanka's displacement chapter nears end with closure of Menik Farm*, 27 September 2012, <http://www.unhcr.org/506443d89.html> (28.07.2014).

IRIN, *SRI LANKA: Warning over Sphere standards in IDP camps as monsoon looms*, 24 août 2009, <http://www.irinnews.org/printreport.aspx?reportid=85829>, (28.07.2014).

<sup>11</sup> Le Monde diplomatique, *Sri Lanka: concentration camps or welfare centres ?*, August 2009, <http://mondediplo.com/blogs/sri-lanka-concentration-camps-or-welfare-centres> (03.05.2014);

The Island, *Nearly 20,000 escape from IDP centres*, 30 September 2009, <http://www.island.lk/2009/09/30/news22.html> (03.05.2014);

The Sunday Leader, *Civilian casualties, IDP camps and asylum seekers*, 28 November 2010, <http://www.thesundayleader.lk/2010/11/28/civilian-casualties-idp-camps-and-asylum-seekers/> (03.05.2014).

<sup>12</sup> UN High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Sri Lanka's displacement chapter nears end with closure of Menik Farm*, 27 September 2012, <http://www.unhcr.org/506443d89.html> (28.07.2014).

<sup>13</sup> International Commission of Jurists, *Beyond Lawful Constraints Sri Lanka's Mass Detention of LTTE Suspects*, September 2010, [http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/28738E40D73D48AB492577AF000B5BD6-Full\\_Report.pdf](http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/28738E40D73D48AB492577AF000B5BD6-Full_Report.pdf), (6 juin 2013).

Les personnes identifiées comme anciens membres des LTTE ont ensuite été emmenées dans des camps de réhabilitation (*Protective Accommodation and Rehabilitation Centres*) ou détenues dans des prisons.<sup>14</sup> Quant aux personnes identifiées comme civils, elles sont restées dans les camps de déplacés internes jusqu'à ce qu'elles puissent rentrer chez elles, être réinstallées ailleurs ou être réintégrées localement.<sup>15</sup>

### 3. Personnes déplacées internes - février 2014

Selon les chiffres officiels du gouvernement publiés sur le site du Ministère de la réinstallation, il restait 23 568 personnes déplacées internes au 28 février 2014, dont 19 765 dans le district de Jaffna, 1 140 dans le district de Kilinochchi et 2 663 dans le district de Trincomalee.<sup>16</sup>

IDPs to be resettled as at 28.02.2014			
District	Place	Number of families	Number of persons
Jaffna	Open Welfare Centres	1'228	4'410
	With Friends and Relatives	4'650	15'355
	<b>Total</b>	<b>5'878</b>	<b>19'765</b>
Kilinochchi	With Friends and Relatives	374	1'140
	<b>Total</b>	<b>374</b>	<b>1'140</b>
Trincomalee	Open Welfare Centres	281	871
	With Friends and Relatives	561	1'792
	<b>Total</b>	<b>842</b>	<b>2'663</b>
<b>TOTAL</b>		<b>7'094</b>	<b>23'568</b>

Source: Ministry of Resettlement, *Resettlement figures as of 28.02.2014*.

Ces chiffres sont, cependant, controversés. A titre illustratif, en février 2014, l'IDMC estimait que le nombre de déplacés internes au Sri Lanka s'élevait à 90 000 personnes.<sup>17</sup> Lors de la conférence de presse qu'il a tenue pour clôturer sa visite au Sri Lanka en décembre 2013, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des personnes déplacées, M. Chaloka

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Sri Lanka: Continuing humanitarian concerns and obstacles to durable solutions for recent and longer-term IDPs*, 10 November 2009, <http://www.refworld.org/docid/4afa784b2.html>, (06.06.2013).

United Nations, *Report of the Secretary-General's Internal Review Panel on UN actions in Sri Lanka*, November 2012, [http://www.un.org/News/dh/infocus/Sri\\_Lanka/The\\_Internal\\_Review\\_Panel\\_report\\_on\\_Sri\\_Lanka.pdf](http://www.un.org/News/dh/infocus/Sri_Lanka/The_Internal_Review_Panel_report_on_Sri_Lanka.pdf)

<sup>14</sup> International Commission of Jurists, *Beyond lawful constraints: Sri Lanka's mass detention of LTTE suspects*, September 2010, [http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/28738E40D73D48AB492577AF000B5BD6-Full\\_Report.pdf](http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/28738E40D73D48AB492577AF000B5BD6-Full_Report.pdf) (03.05.2014);

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Sri Lanka: Continuing humanitarian concerns and obstacles to durable solutions for recent and longer-term IDPs*, 10 November 2009, <http://www.refworld.org/docid/4afa784b2.html> (03.05.2014).

<sup>15</sup> Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Almost five years of peace but tens of thousands of war-displaced still without solution*, 4 February 2014, <http://www.internal-displacement.org/south-and-south-east-asia/sri-lanka/2014/almost-five-years-of-peace-but-tens-of-thousands-of-war-displaced-still-without-solution> (05.05.2014);

OHCHR Media Centre, « *Constructing a development based strategy for durable solutions for internally displaced persons (IDPs) in Sri Lanka in the aftermath of conflict is now essential*, » UN rights expert says, Colombo/Geneva, 11 December 2013, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=14086&LangID=E> (03.05.2014).

<sup>16</sup> Ministry of Resettlement, *Resettlement figures as of 28.02.2014* [http://resettlementmin.gov.lk/site/index.php?option=com\\_content&view=article&id=5&Itemid=7&lang=en](http://resettlementmin.gov.lk/site/index.php?option=com_content&view=article&id=5&Itemid=7&lang=en), (30.07.2014).

<sup>17</sup> Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Almost five years of peace but tens of thousands of war-displaced still without solution*, 4 February 2014, <http://www.internal-displacement.org/south-and-south-east-asia/sri-lanka/2014/almost-five-years-of-peace-but-tens-of-thousands-of-war-displaced-still-without-solution/> (16.07.2014).

Beyani<sup>18</sup>, a insisté sur la nécessité de trouver un accord quant au nombre de personnes étant encore déplacées internes.<sup>19</sup>

#### 4. Conditions de vie des personnes retournées chez elles, de celles qui se sont réinstallées ailleurs ou intégrées localement

Lors de sa conférence de presse de décembre 2013, M. Chaloka Beyani a affirmé que des dizaines de milliers de personnes qui sont rentrées chez elles ou qui se sont réinstallées ailleurs vivent dans des conditions très précaires. Les éléments identifiés, entre autres, par M. Beyani comme contribuant à cette situation sont le manque de logements durables, d'accès aux services sociaux et d'opportunités de s'assurer une subsistance. M. Beyani a aussi déclaré que la situation des femmes se retrouvant à la tête de leur famille et des mineures orphelines était particulièrement préoccupante. Alors que certaines auraient reçu de l'aide pour reconstruire leur logement, d'autres vivaient dans une pauvreté extrême, sans accès à des services adéquats, ni moyens de subsistance.<sup>20</sup>

Selon un rapport de l'IDMC publié en février 2014, des dizaines de milliers de personnes retournées dans les provinces du Nord et de l'Est vivent désormais sans abri décent, sans accès adéquat à l'eau et sans installations sanitaires. Selon l'IDMC, ces personnes n'ont pas pu parvenir à une solution durable, principalement à cause du fait qu'elles n'ont pas reçu suffisamment d'aide pour reconstruire leurs maisons, avoir un accès garanti aux services de base et retrouver leurs moyens de subsistance ou en trouver de nouveaux. Leur retour dans leur lieu d'origine était une condition pour pouvoir bénéficier de l'aide humanitaire, mais malgré le fait qu'elles soient retournées, aucune aide ne leur aurait été octroyée.<sup>21</sup>

Il est important de noter que les conditions de vie diffèrent d'un groupe de personnes déplacées internes à un autre. A titre illustratif, en ce qui concerne la population musulmane expulsée par les LTTE en 1990, selon l'IDMC, malgré le fait que les conditions nécessaires à un retour durable pour cette communauté n'étaient pas réunies dans leurs régions d'origine, les dirigeants communautaires et les politiciens auraient mis les personnes déplacées musulmanes du Nord sous pression en leur demandant de s'inscrire comme étant rentrées chez elles. En août 2011, plus de 73 000 personnes (environ 85 %) avaient été enregistrées comme étant retournées chez elles. Cependant, une année plus tard, l'IDMC estimait que seulement 21 500 (environ 25 %) vivaient en permanence dans les zones de retour. Au moins 51 600 (environ 60 %) ayant été enregistrées comme retournées faisaient la navette entre Puttalam (sur la côte nord-ouest du Sri Lanka) et leurs régions d'origine dans le nord.<sup>22</sup>

<sup>18</sup> Pour plus d'informations sur le poste de rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des personnes déplacées ainsi que sur M. Chaloka Beyani, voir :

<http://www.ohchr.org/EN/Issues/IDPersons/Pages/Mandate.aspx> (28.07.2014);

<http://www.ohchr.org/EN/Issues/IDPersons/Pages/IDPersonsIndex.aspx> (28.07.2014).

<sup>19</sup> OHCHR Media Centre, "Constructing a development based strategy for durable solutions for internally displaced persons (IDPs) in Sri Lanka in the aftermath of conflict is now essential," UN rights expert says, COLOMBO/GENEVA, 11 December 2013,

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=14086&LangID=E> (16.07.2014).

<sup>20</sup> OHCHR Media Centre, "Constructing a development based strategy for durable solutions for internally displaced persons (IDPs) in Sri Lanka in the aftermath of conflict is now essential," UN rights expert says, COLOMBO/GENEVA, 11 December 2013,

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=14086&LangID=E> (16.07.2014).

<sup>21</sup> Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Almost five years of peace but tens of thousands of war-displaced still without solution*, 4 February 2014, <http://www.internal-displacement.org/south-and-south-east-asia/sri-lanka/2014/almost-five-years-of-peace-but-tens-of-thousands-of-war-displaced-still-without-solution/> (16.07.2014).

<sup>22</sup> Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Almost five years of peace but tens of thousands of war-displaced still without solution*, 4 February 2014, <http://www.refworld.org/docid/52f0e9464.html> (28.07.2014);

IRIN, *SRI LANKA: Difficult homecoming for Muslim IDPs*, 22 march 2010,

<http://www.irinnews.org/report/88503/sri-lanka-difficult-homecoming-for-muslim-idps> (21.07.2014);

En ce qui concerne les personnes déplacées entre 2006 et 2009 dans le Nord, selon un rapport publié en janvier 2014 par l'ONG nationale *Centre for Poverty Analysis*, les questions foncières sont au cœur des nombreuses difficultés auxquelles elles doivent faire face. Ces questions foncières sont souvent la cause de retard dans leur réinstallation.

En 2013, le HCR a continué à fournir une assistance humanitaire aux personnes déplacées internes et à travailler avec les personnes retournées chez elles, celles qui se sont réinstallées ailleurs ou qui ont été intégrées localement.<sup>23</sup>

Les interlocuteurs rencontrés lors de la mission de l'ODM au Sri Lanka en décembre 2013 ont confirmé la vulnérabilité des personnes encore déplacées internes, mais aussi de celles qui sont retournées chez elles, celles qui se sont réinstallées ailleurs ou qui ont été intégrées localement.<sup>24</sup>

---

IRIN, *Briefing: Sri Lanka's Muslim IDPs 25 years on*, 21 January 2013,

<http://www.irinnews.org/report/97297/briefing-sri-lanka-s-muslim-idps-25-years-on> (21.07.2014).

<sup>23</sup> UNHCR, *2013 UNHCR regional operations profile - South Asia*, <http://www.unhcr.org/pages/49e4878e6.html> (16.07.2014).

<sup>24</sup> Interviews avec des membres d'ONGs nationales et internationales ainsi que des représentants d'organisations internationales, menés entre le 10 et le 20 décembre 2013 à Jaffna, Kilinochchi, Trincomalee, Vavuniya et Colombo.